

JUSTICE

Proposition de loi n° 575 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 10 janvier 2008 par M. Jean-Luc Warsmann, M. Étienne Blanc et plusieurs de leurs collègues

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Étienne Blanc (9 janvier 2008) - Rapport n° 610 (16 janvier 2008)

Discussion et adoption le 17 janvier 2008 - Proposition de loi n° 84

Sénat (première lecture)

Dépôt le 22 janvier 2008 - N° 171 (2007-2008)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. François Zocchetto - Rapport n° 266 (2007-2008) (9 avril 2008)

Discussion et adoption le 15 avril 2008 - Proposition de loi n° 74 (2007-2008)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 16 avril 2008 - N° 813

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Étienne Blanc - Rapport n° 966 (18 juin 2008)

Discussion et adoption définitive le 19 juin 2008 - Proposition de loi n° 163

Promulgation

Loi n° 2008-644 du 1er juillet 2008 publiée au J.O. du 2 juillet 2008 (p. 10610)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 343)

Présentation du rapport de la commission des lois
M. Étienne Blanc (p. 343)

Intervention du Gouvernement
Mme Rachida Dati (p. 344)

Intervention du président de la commission des lois
M. Jean-Luc Warsmann (p. 346)

Discussion générale

M. Guy Geoffroy (p. 348) ; Mme Delphine Batho (p. 349)

Discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 351)

Interventions du rapporteur dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements :
M. Étienne Blanc (p. 351 à 354)

Interventions du Gouvernement dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements :
Mme Rachida Dati (p. 351 à 354)

Chapitre Ier

Dispositions tendant à créer de nouveaux droits pour les victimes d'infractions

Avant l'article 1er

Adt n° 4 de Mme Delphine Batho (création d'un dossier judiciaire unique du constat des faits ou de la plainte jusqu'à la clôture de la procédure) (p. 351) : retiré (p. 353)

Article 1er (création d'un dispositif d'aide au recouvrement des dommages et intérêts pour les victimes d'infractions) : adopté (p. 353)

Article 2 (règles de fonctionnement du dispositif d'aide au recouvrement des dommages et intérêts pour les victimes d'infractions) : adopté (p. 353)

Article 3 (amélioration des conditions d'indemnisation des propriétaires de véhicule victimes d'une destruction volontaire de leur bien) : adopté (p. 353)

Après l'article 3

Adt n° 5 de Mme Delphine Batho (création d'un fonds d'indemnisation pour garantir la réparation des atteintes volontaires aux biens des collectivités territoriales) (p. 353) : rejeté (p. 354)

Chapitre II

Dispositions tendant à encourager la présence des prévenus à l'audience et à améliorer l'efficacité de la signification des décisions

Article 4 (majoration du droit fixe de procédure dû par le condamné en cas d'absence injustifiée à l'audience) : adopté (p. 354)

Article 5 (création d'un délai maximal pour les huissiers de justice pour procéder à la signification des décisions pénales) : adopté (p. 354)

Article 6 (possibilité pour les huissiers de justice de laisser un avis de passage et de procéder à la signification à leur étude) : adopté (p. 354)

Chapitre III

Dispositions tendant à améliorer l'exécution des peines d'amendes et de suspension ou de retrait du permis de conduire

Article 7 (possibilité pour le Trésor public d'accorder des remises sur les amendes forfaitaires majorées) : adopté (p. 354)

Article 8 (extension du champ de la procédure d'opposition au transfert du certificat d'immatriculation) : adopté (p. 354)

Article 9 (accès direct des autorités judiciaires, préfectorales et policières au fichier national des permis de conduire) : adopté (p. 354)

Article 10 (possibilité de s'acquitter du montant du droit fixe de procédure même en l'absence de condamnation à une peine d'amende et réduction de 20 % sur le montant du droit fixe de procédure en cas de paiement volontaire dans le délai d'un mois) : adopté (p. 354)

Chapitre IV

Dispositions diverses

Article 11 (date d'entrée en vigueur des dispositions de la proposition de loi) : adopté (p. 354)

Explications de vote et vote [17 janvier 2008] (p. 354)

Explications de vote

Mme Sandrine Mazetier (p. 354) ; M. Guy Geoffroy (p. 354)

Vote des groupes

Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche : pour : Mme Sandrine Mazetier (p. 354)

Groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire : pour : M. Guy Geoffroy (p. 354)

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 354)

Intervention du président de la commission des lois à l'issue du vote : M. Jean-Luc Warsmann (p. 355)

Intervention du Gouvernement à l'issue du vote : Mme Rachida Dati (p. 355)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3666)

Intervention du Gouvernement

Mme Fadela Amara (p. 3666)

Présentation du rapport de la commission des lois

M. Étienne Blanc (p. 3667)

Intervention du président de la commission des lois
M. Jean-Luc Warsmann (p. 3668)

Discussion générale

M. Jean-Pierre Schosteck (p. 3670) ; M. Jean-Michel Clément (p. 3671)

Discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3672)

Chapitre Ier

Dispositions tendant à créer de nouveaux droits pour les victimes d'infractions

Article 1er (création d'un dispositif d'aide au recouvrement des dommages et intérêts pour les victimes d'infractions) : adopté (p. 3672)

Article 2 (règles de fonctionnement du dispositif d'aide au recouvrement des dommages et intérêts pour les victimes d'infractions) : adopté (p. 3672)

Article 3 (amélioration des conditions d'indemnisation des propriétaires de véhicule victimes d'une destruction volontaire par incendie de leur bien) : adopté (p. 3672)

Interventions : M. Jean-Michel Clément (p. 3672) ; M. Étienne Blanc (p. 3672)

Chapitre II

Dispositions tendant à encourager la présence des prévenus à l'audience et à améliorer l'efficacité de la signification des décisions

Article 5 (création d'un délai maximal pour les huissiers de justice pour procéder à la signification des décisions pénales) : adopté (p. 3672)

Article 6 (possibilité pour les huissiers de justice de laisser un avis de passage et de procéder à la signification à leur étude) : adopté (p. 3672)

Article 6 bis (amélioration et simplification des règles de délivrance des citations à comparaître et de signification des décisions) : adopté (p. 3672)

Chapitre III

Dispositions tendant à améliorer l'exécution des peines d'amendes et de suspension ou de retrait du permis de conduire

Article 7 (possibilité pour le Trésor public d'accorder des remises sur les amendes forfaitaires majorées) : adopté (p. 3672)

Chapitre IV

Dispositions diverses

Article 11 A (réexamen de la loi dans un délai de trois ans après son entrée en vigueur) : adopté (p. 3672)

Article 11 B (application de la loi dans les collectivités d'outre-mer) : adopté (p. 3672)

Article 11 (date d'entrée en vigueur des dispositions de la proposition de loi) : adopté (p. 3672)

Intervention du Gouvernement : Mme Fadela Amara (p. 3673)

Vote des groupes

Groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire :
pour : M. Jean-Pierre Schosteck (p. 3671)

Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche :
pour : M. Jean-Michel Clément (p. 3672)

Adoption définitive de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3673)